



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACQUISITION DE VÉHICULES NEUFS OU D'OCCASIONS

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

(passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

SAD N°2025-7100-16

Objet de la consultation

Le présent SAD a pour objet l'acquisition de véhicules neufs ou d'occasions.

Acheteur

L'Acheteur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 – 97 300 Cayenne.

Tél : 05 94 25 53 70

Personne signataire du SAD

La personne signataire du marché est Monsieur François KORYSKO, Directeur Territorial Guyane de l'Office National des Forêts.

Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence :	17/02/2025 Site internet : www.marches-publics.gouv.fr
Date et heure limite de remises des plis :	Le 01/12/2035 à 21h00 (heure de Paris)

SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE.....	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES R.2162-37 A R.2162-51 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	3
1.1. L'ACHETEUR.....	3
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU SAD.....	3
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	3
1.4. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	3
2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE.....	4
2.1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
2.2. PROCEDURE.....	4
2.3. CLASSIFICATION CPV	4
3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	4
3.1. LIEUX D'EXECUTION.....	4
3.2. CATEGORIES D'ACHATS	4
3.3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
3.4. CLAUSE D'EXCLUSIVITE.....	5
4. FORME DE LA CANDIDATURE	5
4.1. NATURE DES COCONTRACTANTS.....	5
5. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	5
5.1. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER	5
5.2. COMPOSITION DU DOSSIER.....	6
6. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
6.1. MODALITES DE PRESENTATION DES OFFRES.....	6
6.2. DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS.....	6
6.3. CONTENU DU PLI	6
6.3.1. LA CANDIDATURE	6
7. EXAMEN DES PLIS.....	6
7.1. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	6
7.2. DELAI DE REPOSE	7
7.3. DEMANDE DE PRECISION OU DE COMPLEMENT	7
7.4. DECISION.....	7
7.5. MISE A JOUR DE LA CANDIDATURE APRES AVOIR REÇU L'AGREMENT.....	8

1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

1.1. L'Acheteur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS et plus précisément la Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 05 94 25 53 70

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du SAD

La personne habilitée en charge du suivi et de l'exécution du marché est Monsieur Quentin BOUNAN, Responsable achats .

✉ : quentin.bounan@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Monsieur Quentin BOUNAN, Responsable achats, Service Affaires Générales 541 Route de Montabo, CS87002 - 97300 Cayenne ✉ quentin.bounan@onf.fr

1.4. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent comptable secondaire de l'Office national des forêts – Antilles Guyane – Office national des forêts - CS n° 11100 - 97207 Fort-De-France Cédex.

☎ : 05 96 60 70 70 - ✉ : acs.dfa@onf.fr

2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE

2.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'acquisition de véhicules neufs ou d'occasions pour les services de la Direction Territoriale de l'ONF en Guyane. Les catégories de véhicule que la DT Guyane souhaite acheter sont les suivants :

- Citadines ;
- Utilitaires ;
- SUV ;
- Pick-up ;
- Quad.

Ces véhicules ont vocation à être utilisés par les agents de l'ONF en Guyane pour la réalisation de leurs missions.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un système d'acquisition dynamique (SAD).

Ce système permet de référencer des entreprises par le biais du dépôt d'une candidature dans le cadre du présent SAD. Les entreprises qui auront été agréées par l'acheteur pourront, jusqu'au 31/12/2035, être sollicitées pour déposer une offre sur un besoin défini dans l'une ou les catégories ci-dessous. Ces consultations déboucheront sur la passation de marchés spécifiques.

Chaque candidat peut se positionner sur une ou plusieurs catégories, voire l'ensemble des catégories.

Les candidatures seront examinées dans les conditions indiquées aux articles 6 et 7 du présent document. Un candidat peut n'être retenu que sur la ou les catégories sur la/lesquelles il s'est positionné.

Au fur et à mesure des besoins, les entreprises agréées seront consultées en fonction de la catégorie du bien à acheter.

Cette procédure de mise en concurrence débute par l'envoi d'une invitation à soumissionner à l'ensemble des candidats admis dans la catégorie concernée, accompagnée des documents particuliers du marché spécifique.

Le candidat dispose alors d'un délai d'au moins 10 jours pour transmettre son offre à l'acheteur. Ce délai sera précisé dans l'invitation à soumissionner.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

34100000-8	Véhicules à moteur
34110000-1	Voitures particulières
34113000-2	Véhicules à quatre roues motrices
34113200-4	Véhicules tout terrain

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Lieux d'exécution

Le lieu d'exécution est le territoire de la Guyane.

3.2. Catégories d'achats

CATÉGORIE 1 :	Acquisition de citadines neuves ou d'occasions
CATÉGORIE 2 :	Acquisition d'utilitaires neufs ou d'occasions
CATÉGORIE 3 :	Acquisition de pick-up neufs ou d'occasions
CATÉGORIE 4 :	Acquisition de SUV neufs ou d'occasions

3.3. Durée et délais d'exécution

Le système d'acquisition dynamique est ouvert jusqu'au 01/12/2035. Les entreprises pourront déposer leurs candidatures jusqu'à cette date.

L'Acheteur pourra lancer des consultations en vue de la passation d'un marché spécifique dans le cadre du présent SAD pourront l'être jusqu'au 31 décembre 2035.

Chaque marché spécifique a sa propre durée de validité et d'exécution.

L'exécution d'un marché spécifique pourra se poursuivre jusqu'à un an après la fin du SAD.

L'Acheteur pourra prolonger la durée du présent SAD. Le cas échéant les opérateurs seront informés par la publication d'un avis modificatif et un mail via la plateforme PLACE.

3.4. Clause d'exclusivité

Sans objet.

4. FORME DE LA CANDIDATURE

4.1. Nature des cocontractants

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement conjoint ou solidaire.

Le cas échéant, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement. Le mandataire commun peut être solidaire mais cette possibilité ne constitue pas une obligation contractuelle.

En outre, en cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagera à exécuter.

Les candidatures et les offres seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Enfin, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il pourra demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

Les titulaires pourront sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Dans cette hypothèse, les titulaires demeureront personnellement responsables de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

5. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

5.1. Modalités de retrait du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : www.marches-publics.gouv.fr

5.2. Composition du dossier

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- Le Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le formulaire DC1 ;
- Le formulaire DC2.

6. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

6.1. Modalités de présentation des offres

Les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

6.2. Date limite de réception des plis

La date limite de réception des candidatures est fixée au

01 décembre 2035 à 21 h 00 (heure de Paris)

6.3. Contenu du pli

6.3.1. La candidature

Chaque candidat y compris les cotraitants en cas de groupement d'entreprises et les sous-traitants déclarés au moment de l'offre aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par la personne habilitée à engager l'opérateur économique :

Le dossier de présentation de chaque candidature doit comprendre les pièces suivantes (les formulaires types non fournis dans le dossier de consultation sont téléchargeables sur le site Internet du ministère de l'Economie, des Finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) :

1. La lettre de candidature (DC1) ;
2. La déclaration de candidature (DC2) ;
3. Un document démontrant le niveau minimal de capacité attendu par l'acheteur est décrit à l'article 7.1

NOTA : Dans le cadre de la généralisation de la dématérialisation, les candidats sont fortement invités à indiquer leur adresse électronique (adresse mél). Il conviendra de préciser une adresse généraliste plutôt que nominative afin d'assurer la transmission effective des correspondances.

Cette adresse doit être clairement lisible. Il est conseillé de la mentionner en version informatique, plutôt que manuscrite, pour éviter toute confusion.

7. EXAMEN DES PLIS

7.1. Critères de sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture et à l'examen de l'offre relative à la candidature. Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces.

Au vu des pièces et renseignements figurant dans l'offre, sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats :

1. dont la candidature n'est pas recevable pour les raisons suivantes :

- le candidat est en état de liquidation judiciaire, ou de faillite personnelle, ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
 - le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions énumérées à l'article 8.1 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 ;
 - le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5 et L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du travail ;
 - le candidat n'a pas souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale ou n'a pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ;
 - le candidat assujéti à l'obligation définie à l'article L.5212-1 du Code du travail n'est pas en règle au regard des dispositions de l'article L.5212-5 du Code du travail ;
 - le candidat a fait l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;
2. qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes ;
 3. dont l'objet principal de son activité (plus de 50% de son chiffre d'affaire) n'est pas la vente de véhicule neufs ou d'occasions.

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du code de la commande publique portant sur la dématérialisation des communications et échanges d'informations, si une candidature transmise est rejetée en application des articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

7.2. Délai de réponse

L'acheteur examine la recevabilité de la candidature dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa réception, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles techniques et financières.

Ce délai peut être porté à 15 jours lorsqu'il est nécessaire d'examiner des documents complémentaires ou de vérifier si les critères de sélection des candidatures sont remplis.

Ce délai d'appréciation des candidatures peut être prolongé, sans que l'acheteur n'ai besoin d'en informer l'entreprise, tant que l'invitation à soumissionner au premier marché spécifique n'a pas été envoyée pour une durée maximum de 2 mois.

Sous réserve d'agrément, une entreprise peut donc être consultée rapidement après le dépôt de sa candidature lorsqu'un acheteur a identifié un besoin.

Toutefois aucune consultation ne pourra être lancée avant un délai de 30 jours suivant la date d'envoi de l'avis de marché (publicité initiale du SAD).

7.3. Demande de précision ou de complément

L'Acheteur pourra interroger le candidat pour obtenir des précisions ou des compléments sur sa candidature. Les échanges se feront via la plateforme PLACE.

7.4. Décision

L'Acheteur notifie via la plateforme Place sa décision d'agrément ou de rejet de la candidature.

Les candidats non retenus peuvent demander les motifs détaillés qui ont justifié la décision de rejet. Ils peuvent également introduire un recours auprès du Tribunal administratif de Cayenne dans un délai maximum de deux mois.

Les candidats agréés seront consultés lors de la survenance d'un besoin dans la catégorie sur la/lesquelle(s) ils se sont positionné(s).

Le nombre de candidats n'est pas limité.

7.5. Mise à jour de la candidature après avoir reçu l'agrément

Il appartient aux candidats de signaler à l'Acheteur dans les plus brefs délais toute modification de sa situation pouvant affecter l'exécution du SAD.